

L'inspection académique vit au crédit de ses personnels

Le SNUipp-FSU, Le SE-UNSA et le SNUDI-FO sont alarmés par les milliers d'euros avancés pendant plus de 6 mois par les personnels itinérants.

D'années en années, les enveloppes budgétaires diminuent de 10 à 40% alors même que le prix des carburants augmente.

Ces personnels doivent désormais choisir parmi les missions à remplir, ce ne sont plus les besoins du terrain qui permettent de prendre les décisions mais uniquement les moyens alloués.

Les conséquences sur le terrain sont catastrophiques :

- Les enseignants spécialisés des Rased ne peuvent plus répondre aux demandes des écoles et des familles
- Un psychologue scolaire qui a besoin de 600 km par mois, n'en a que 173
- Une autre qui a effectué 1950 km de septembre à décembre n'a été remboursée que de 718
- Vu l'enveloppe attribuée de janvier à juin, certains doivent d'ores et déjà s'arrêter.
- L'enveloppe est connue après coup : une enseignante spécialisée qui a effectué 200km de plus que ce qui lui est alloué ne sera pas remboursée
- Les conseillers pédagogiques garants de la qualité de l'enseignement dans nos écoles par l'aide et la formation qu'ils apportent aux enseignants ne peuvent pas couvrir toutes leurs missions : certains n'ont pas pu accompagner les enseignants lors de leur 1^{ère} et 2^{ièmes} années dans le métier.

L'équité au sein de l'école de la République n'est plus assurée. Les enseignants, en particulier les débutants, ne bénéficient plus de l'accompagnement pédagogique qui leur est dû et une grande partie de la population scolaire va devoir se passer de l'aide spécialisée.

Dans les Landes le SNUipp-FSU, le SE-UNSA et SNUDI-FO ont écrit au nouvel Inspecteur d'académie pour demander une augmentation des enveloppes des personnels itinérants en fonction des besoins réels du terrain, et appellent les personnels à envoyer un courrier à l'Inspecteur d'académie et aux trois syndicats à chaque mission qui ne pourra être remplie faute de moyens

Nos trois organisations syndicales alertent l'opinion publique sur les coupes sombres effectuées dans les moyens de l'enseignement au détriment d'une Ecole de qualité.